ONG, gouvernance et réformes

Sarah BEN NÉFISSA, Nabil ABD AL-FATTAH, Sari HANAFLI, Carlos MILANI (dir.),
ONG et gouvernance dans le monde arabe, Paris, Karthala et Le Caire,
CÉDÉJ, 2004, 421 p.

Micaël NÈGRE, ONG et autoritarisme au Soudan : l'eau en question, Le
Caire, CÉDÉJ, 2004, 111 p

Sonia Jedidi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/1407>

DOI : 10.4000/transcontinentales.1407

ISBN : 978-2-8218-1410-3

ISSN : 1775-397X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2005

Pagination : 145-147

ISBN : 2200-92168-3

ISSN : 1950-1684

Référence électronique

Sonia Jedidi, « ONG, gouvernance et réformes », *Transcontinentales* [En ligne], 1 | 2005, document 12,
mis en ligne le , consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/1407> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transcontinentales.1407>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

ONG, gouvernance et réformes

Sarah BEN NÉFISSA, Nabil ABD AL-FATTAH, Sari HANAFI, Carlos MILANI (dir.),
ONG et gouvernance dans le monde arabe, Paris, Karthala et Le Caire,
CÉDÉJ, 2004, 421 p.

Micaël NÈGRE, ONG et autoritarisme au Soudan : l'eau en question, Le
Caire, CÉDÉJ, 2004, 111 p

Sonia Jedidi

RÉFÉRENCE

Sarah Ben Néfissa, Nabil Abd al-Fattah, Sari Hanafi, Carlos Milani (dir.), ONG et gouvernance dans le monde arabe, Paris, Karthala et Le Caire, CÉDÉJ, 2004, 421 p.
Micaël NÈGRE, ONG et autoritarisme au Soudan : l'eau en question, Le Caire, CÉDÉJ, 2004, 111 p

- 1 Spécialiste du mouvement associatif en Égypte, Sarah Ben Nefissa, avec Nabil Abd al-Fattah, Sari Hanafi et Carlos Milani, proposent une réflexion sur les fonctions réelles des ONG en tant qu'acteurs sociaux et politiques dans les pays arabes dans *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, actes d'un colloque organisé au Caire par le programme MOST de l'UNESCO, avec l'Institut de recherche pour le développement, le CÉDÉJ et le Centre d'études politiques et stratégiques de l'Université Al Ahram.
- 2 Sarah Ben Néfissa situe d'emblée le débat : dans un monde arabe qui peine à se démocratiser, les ONG arabes contribuent-elles à promouvoir la démocratie et la « bonne » gouvernance à l'aide de programmes de renforcement de la société civile ? Représentent-elles des acteurs à part entière du développement, au même titre que l'État et le secteur privé ? La réponse des chercheurs, occidentaux et arabes, est tantôt positive, tantôt négative.
- 3 Ce bilan mitigé est en grande partie établi à partir de l'observation de cinq pays : l'Égypte à laquelle cinq articles sont consacrés, la Palestine, le Liban, le Yémen et la Somalie. Ces études de cas permettent de distinguer deux catégories d'ONG arabes : les ONG de services, qui mènent des programmes à caractère socio-caritatif ; les ONG

militantes, qualifiées par Sarah Ben Néfissa « d'ONG de plaidoyer », qui cherchent à mobiliser les citoyens et à occuper, en tant que partenaires des pouvoirs publics, de nouvelles fonctions sociales et politiques dans les choix et la conduite du développement. Certaines d'entre elles défendent explicitement des revendications politiques, comme la promotion des droits de l'homme ou la démocratie. Enfin, une attention particulière est à juste titre accordée aux ONG islamiques, qui étendent considérablement leurs zones d'intervention ; cinq articles leur sont consacrés pour présenter leurs actions sociale et politique et évaluer leur rapport à la question de la démocratie. Paradoxalement, aucun des auteurs ne soulève l'antagonisme entre les valeurs philosophiques défendues par les ONG islamiques et celles de la démocratie. Sur un tout autre plan, il est regrettable que cette étude exclue d'analyser l'impact des ONG occidentales en faveur de la démocratisation des sociétés arabes alors qu'une grande partie de l'aide internationale transite par ce rouage. En revanche, les différentes contributions à cet ouvrage présentent une fine analyse de nombreuses ONG arabes et islamiques.

- 4 Si l'impact des ONG d'assistance dans le développement des pays arabes ne fait plus aucun doute, notamment parce qu'elles ont réussi à prendre le relais d'États défaillants sur le terrain social, il en est tout autrement pour les ONG militantes, qui peinent à émerger et à favoriser le processus de démocratisation des sociétés arabes. De nombreux freins sont recensés dans cet ouvrage pour expliquer cet échec. Guilaïn Denoeux estime, par exemple, que les ONG arabes ne peuvent pas à elles seules assurer la démocratisation de l'ensemble du système politique et social. C'est pourquoi, il approuve la stratégie du bailleur de fonds américain USAID, qui favorise l'offre démocratique des régimes arabes en finançant la réforme démocratique des institutions étatiques. D'autres auteurs développent une analyse beaucoup plus pessimiste. Selon eux, les relations hiérarchiques et autoritaires du système social, éducatif, familial et politique ne permettent pas l'apparition d'une société civile démocratique dotée de vertus « démocratisantes ». De plus, les pouvoirs publics arabes sont tiraillés entre leurs discours affichés, favorables aux expressions de la société civile, et leurs modes de fonctionnement peu ouverts à une participation politique des citoyens. L'attitude des gouvernements arabes envers ces nouveaux acteurs oscille entre le refus, l'instrumentalisation, et parfois la liberté surveillée.
- 5 Compte tenu des spécificités du monde arabe, Sarah Ben Néfissa conclut qu'il est préférable de favoriser une démocratisation par « le haut » plutôt que par « le bas ». Ainsi, la stratégie à adopter pour renforcer la bonne gouvernance et la démocratisation du monde arabe serait différente de celle que promeuvent les acteurs du système d'aide internationale en favorisant le développement de la société civile et de la gouvernance locale.
- 6 La même problématique sous-tend l'ouvrage de Micaël Nègre, *ONG et autoritarisme au Soudan : l'eau en question*. À l'image de nombreux pays en crise, le Soudan s'est lancé dans de multiples réformes sous l'impulsion des institutions internationales. Si le désengagement de l'État sur le plan économique est plus ou moins patent, la libéralisation politique est beaucoup moins convaincante. Le régime, autoritaire, est censé avancer vers plus de démocratie en adoptant un système fédéral supposé favoriser une participation accrue des citoyens par une décentralisation des instances de pouvoir. Cette orientation est appuyée par les grands bailleurs de fonds internationaux, qui voient dans tout changement susceptible de favoriser le

développement d'une société civile, un vecteur de démocratisation et, par conséquent, de développement : c'est la théorie du « *bottom-up* », de la démocratisation par le bas. Pour mesurer la réalité des relations entre l'État et la société, et l'impact de l'aide internationale en faveur d'une démocratie locale, l'auteur a choisi comme point d'entrée la gestion de l'eau, enjeu majeur de développement.

- 7 La première partie de l'ouvrage montre les limites de l'ouverture démocratique à travers un minutieux examen des réformes institutionnelles amorcées par le régime soudanais dans les années 1990 et une étude de la gestion de l'eau à Khartoum. Ainsi, le fédéralisme n'a pas abouti à une délégation de pouvoir en faveur de la population par le biais d'institutions locales. L'inefficacité et les faibles moyens de l'État laissent toutefois le champ libre à des initiatives locales privées, appuyées par la communauté internationale et ses contractants, les ONG. Brossant une géographie et une sociologie fort intéressantes de la capitale du Soudan, Micaël Nègre souligne les ambiguïtés et les effets pervers de la théorie de la « gouvernance locale » de l'aide internationale qui, sans discerner les particularismes des différents territoires d'intervention, applique des schémas préétablis. En effet, le cadre doctrinaire impose des modèles libéraux en contournant l'État et cherche à créer, par le biais d'associations locales, les conditions d'émergence d'une société civile considérée comme un acteur plus légitime que l'État. L'impact de cette philosophie dans le contexte autoritaire soudanais présente de nombreuses failles, entre autres, la surveillance étroite des ONG par le gouvernement et ses instances locales, et le mode de recrutement des associations. Dans cette société fortement segmentée, le système d'aide internationale favorise l'élection de notabilités tribales afin de ne pas déstabiliser les structures sociales et les relations de pouvoir existantes.
- 8 Dans une seconde partie, l'auteur observe un projet de développement local, celui de « l'association coopérative du bloc 27 », mené en périphérie d'Omdurman. S'il est hasardeux de tirer des conclusions générales d'un cas particulier, l'analyse de ce projet, depuis son initiation par Action contre la faim (ACF) jusqu'à son autonomisation vis-à-vis de l'ONG française, permet de préciser les stratégies de l'ensemble des acteurs impliqués, et d'évaluer la teneur de la confrontation du cadre institutionnel autoritaire soudanais avec le dogme de la démocratisation promu par les acteurs de l'aide internationale au développement.

AUTEURS

SONIA JEDIDI

Université Paris 8 – Institut français de géopolitique